

né·es ici ou venu·es d'ailleurs

l'égalité des droits, c'est pour toutes et tous !



Appel collectif à mobilisation dans le cadre de la Journée internationale des migrant-e-s, le 18 décembre 2025, à Paris et partout en France.

Restrictions drastiques des conditions d'accueil pour les demandeurs d'asile, refus de régularisation, refus de premier titre de séjour, refus de renouvellement de titre de séjour, remise en cause des APL pour les étudiant-es étrangères, obligations de quitter le territoire français (OQTF) systématiques et généralisées, placements en rétention, cette politique migratoire, véritable fabrique de sans-papiers, attentatoire aux droits et à la dignité des personnes étrangères doit cesser.

La loi immigration du 26 janvier 2024 et la circulaire Retailleau du 23 janvier 2025, ont des conséquences humaines catastrophiques pour les personnes étrangères qui souhaitent travailler, étudier, se marier, avoir une vie familiale en France. Tout est organisé pour leur rendre la vie impossible, en les soumettant quotidiennement à une violence sociale, administrative et institutionnelle incompatible avec la promesse démocratique de nos sociétés.

Les régularisations permettant d'obtenir un titre de séjour par le travail ou en raison de la vie privée et familiale, ont été réduites à un niveau tel qu'elles sont en pratique inaccessibles. Des dizaines de

milliers de personnes étrangères, confrontées au blocage des préfectures et à la lenteur du renouvellement de leurs titres, se retrouvent dans des situations dramatiques, rupture de contrats de travail, de droits sociaux, perte de logement, sous prétexte de dématérialisation, mais en réalité en raison d'une politique discriminatoire et xénophobe.

Le nombre d'OQTF a encore augmenté, générant angoisses, stigmatisation, pertes de droits, basculement dans la précarité. La France détient le record du nombre d'OQTF prononcées en Europe, soit 120 000 à 130 000 OQTF en 2024, soit un quart des OQTF délivrées par les 27 états membres de l'Union Européenne. Or, la plupart de ces OQTF sont inexécutables. Celles mises en œuvre brisent des vies, des liens familiaux, renvoient des exilé-es vers des enfers qu'elles et ils ont fuis. Il s'agit, de fait, d'un outil de pression et de répression visant à mettre les personnes exilé-es dans une situation de profonde vulnérabilité administrative, sociale et économique, et de leur signifier qu'elles seraient indésirables en France.

Cette politique fait le jeu de l'extrême droite, alimente le racisme

né·es ici ou venu·es d'ailleurs

l'égalité des droits, c'est pour toutes et tous !



Appel collectif à mobilisation dans le cadre de la Journée internationale des migrant-e-s, le 18 décembre 2025, à Paris et partout en France.

Restrictions drastiques des conditions d'accueil pour les demandeurs d'asile, refus de régularisation, refus de premier titre de séjour, refus de renouvellement de titre de séjour, remise en cause des APL pour les étudiant-es étrangères, obligations de quitter le territoire français (OQTF) systématiques et généralisées, placements en rétention, cette politique migratoire, véritable fabrique de sans-papiers, attentatoire aux droits et à la dignité des personnes étrangères doit cesser.

La loi immigration du 26 janvier 2024 et la circulaire Retailleau du 23 janvier 2025, ont des conséquences humaines catastrophiques pour les personnes étrangères qui souhaitent travailler, étudier, se marier, avoir une vie familiale en France. Tout est organisé pour leur rendre la vie impossible, en les soumettant quotidiennement à une violence sociale, administrative et institutionnelle incompatible avec la promesse démocratique de nos sociétés.

Les régularisations permettant d'obtenir un titre de séjour par le travail ou en raison de la vie privée et familiale, ont été réduites à un niveau tel qu'elles sont en pratique inaccessibles. Des dizaines de

milliers de personnes étrangères, confrontées au blocage des préfectures et à la lenteur du renouvellement de leurs titres, se retrouvent dans des situations dramatiques, rupture de contrats de travail, de droits sociaux, perte de logement, sous prétexte de dématérialisation, mais en réalité en raison d'une politique discriminatoire et xénophobe.

Le nombre d'OQTF a encore augmenté, générant angoisses, stigmatisation, pertes de droits, basculement dans la précarité. La France détient le record du nombre d'OQTF prononcées en Europe, soit 120 000 à 130 000 OQTF en 2024, soit un quart des OQTF délivrées par les 27 états membres de l'Union Européenne. Or, la plupart de ces OQTF sont inexécutables. Celles mises en œuvre brisent des vies, des liens familiaux, renvoient des exilé-es vers des enfers qu'elles et ils ont fuis. Il s'agit, de fait, d'un outil de pression et de répression visant à mettre les personnes exilé-es dans une situation de profonde vulnérabilité administrative, sociale et économique, et de leur signifier qu'elles seraient indésirables en France.

Cette politique fait le jeu de l'extrême droite, alimente le racisme

**LE DROIT
D'ASILE
C'EST PAS
UNE OPTION,
C'EST UNE
OBLIGATION !**



et la surexploitation des travailleuses et des travailleurs migrant-es, avec ou sans papiers, faisant du traitement inégalitaire et stigmatisant des personnes étrangères la norme. Tout ceci permet aux médias détenus notamment par le groupe Bolloré de déverser chaque jour leur haine et leurs affirmations mensongères suscitant la peur et la division, pour se placer en protecteurs contre des dangers fictifs.

Ce n'est pas la France que nous souhaitons !

Nous souhaitons une France de liberté et d'égalité ! Les droits à l'éducation, aux protections sociales, à la santé, au travail, au logement, aux loisirs, à la culture... doivent être les mêmes pour toutes et tous afin de permettre à chacune et chacun de construire librement son quotidien et son avenir.

Nous souhaitons une France accueillante, inclusive et solidaire ! Les personnes étrangères ne sont ni une menace ni une variable d'ajustement économique et électoraliste mais une richesse pour notre société. La diversité qu'ils et elles incarnent et leur contribution à la vie collective sont des atouts précieux.

Nous souhaitons que les personnes étrangères vivant en France, qui y ont des attaches familiales ou privées, y travaillent, étudient, puissent avoir accès à un titre de séjour stable et protecteur pour contribuer, en toute légalité

et en toute égalité, à la vie culturelle, sociale et économique de notre pays.

Les organisations du collectif Né-es ici ou venu-es d'ailleurs appellent à une large mobilisation de la société civile, dans toute sa diversité, pour dénoncer cette nouvelle vague d'attaques extrêmement graves envers les personnes étrangères en France et pour défendre un autre projet de société, humaniste, solidaire et égalitaire.

Signataires : Attac, CGT, La Cimade, Femmes égalités, FSU, LDH (Ligue des droits de l'Homme), Oxfam, Mrap, Union syndicale Solidaires, SOS Racisme, Unef.

Voir l'ensemble des signataires et les rassemblements prévus partout en France :



**LE DROIT
D'ASILE
C'EST PAS
UNE OPTION,
C'EST UNE
OBLIGATION !**



et la surexploitation des travailleuses et des travailleurs migrant-es, avec ou sans papiers, faisant du traitement inégalitaire et stigmatisant des personnes étrangères la norme. Tout ceci permet aux médias détenus notamment par le groupe Bolloré de déverser chaque jour leur haine et leurs affirmations mensongères suscitant la peur et la division, pour se placer en protecteurs contre des dangers fictifs.

Ce n'est pas la France que nous souhaitons !

Nous souhaitons une France de liberté et d'égalité ! Les droits à l'éducation, aux protections sociales, à la santé, au travail, au logement, aux loisirs, à la culture... doivent être les mêmes pour toutes et tous afin de permettre à chacune et chacun de construire librement son quotidien et son avenir.

Nous souhaitons une France accueillante, inclusive et solidaire ! Les personnes étrangères ne sont ni une menace ni une variable d'ajustement économique et électoraliste mais une richesse pour notre société. La diversité qu'ils et elles incarnent et leur contribution à la vie collective sont des atouts précieux.

Nous souhaitons que les personnes étrangères vivant en France, qui y ont des attaches familiales ou privées, y travaillent, étudient, puissent avoir accès à un titre de séjour stable et protecteur pour contribuer, en toute légalité

et en toute égalité, à la vie culturelle, sociale et économique de notre pays.

Les organisations du collectif Né-es ici ou venu-es d'ailleurs appellent à une large mobilisation de la société civile, dans toute sa diversité, pour dénoncer cette nouvelle vague d'attaques extrêmement graves envers les personnes étrangères en France et pour défendre un autre projet de société, humaniste, solidaire et égalitaire.

Signataires : Attac, CGT, La Cimade, Femmes égalités, FSU, LDH (Ligue des droits de l'Homme), Oxfam, Mrap, Union syndicale Solidaires, SOS Racisme, Unef.

Voir l'ensemble des signataires et les rassemblements prévus partout en France :

